

Un projet de loi historique qui pénaliserait Israël pour lâ  annexion et lâ  apartheid

Description



Des Palestiniens manifestent contre le projet israélien d  annexion de la Cisjordanie, Gaza City, 1  r juillet. Ashraf Amra APA images

Par Josh Ruebner, le 17 août 2020

Vendredi, la représentante démocrate du Minnesota, Betty McCollum, a [présenté](#) au Congrès américain le projet de loi de non-reconnaissance de lâ  annexion israélienne.

Ce projet de loi interdit la reconnaissance ou le financement par les   tats-Unis de [l  annexion](#) probable par Israël de terres palestiniennes supplémentaires en Cisjordanie occupée.

Today I introduced the Israeli Annexation Non-Recognition Act to prohibit U.S. funding to any area in the occupied West Bank annexed by Israel. Palestinians & Israelis deserve peace, security, equality, & justice. Annexation is antithetical to these goals. <https://t.co/emeUPXXpV8>

   Rep. Betty McCollum (@BettyMcCollum04) [August 14, 2020](#)

Ses initiatrices sont six [représentant.es](#) démocrates : [Rashida Tla  b](#) du Michigan, [Alexandria Ocasio-Cortez](#) de New York, [Ayanna Pressley](#) du Massachusetts, [Mark Pocan](#) du Wisconsin, [Ilhan Omar](#) du Minnesota et André Carson de lâ  Indiana.

Ces sept représentants ont tous une solide expérience de la défense des droits des Palestiniens au Congrès    bien que Pressley se soit écarté des progressistes lâ  ann  e dernière et ait [voté](#) une résolution condamnant le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions.

Promouvoir lâ    galit  

Ce projet de loi est important car il a recours au langage des droits humains et de lâ    galit   pour exprimer lâ  opposition    lâ  annexion israélienne et il propose des mesures concrètes pour tenir Israël responsable s  il allait de lâ  avant avec lâ  annexion.

Ce cadre est significatif parce que la plupart des initiatives du Congrès qui abordent les questions de la politique sur Israël-Palestine, le font dans la perspective des intérêts d  Isra  l, expriment la

fidÃ©litÃ© au Â« processus de paix Â» discrÃ©ditÃ© et Ã la solution Ã deux Ãtats, et dispensent IsraÃ«l de toute consÃ©quence concrÃ«te pour ses violations des droits des Palestiniens.

En revanche, le nouveau [projet de loi](#) de McCollum est sans ambiguÃ«tÃ© dans sa condamnation de lâ«illÃ©galitÃ© de lâ«annexion israÃ©lienne, la considÃ©rant comme une Â« violation flagrante du droit international et une action prohibÃ©e dÃ«agression dans lâ«article 2(4) de la Charte des Nations Unies Â».

PlutÃ«t que de rÃ©pÃ©ter le mantra dÃ«une solution Ã deux Ãtats, le projet de loi cherche plutÃ«t Ã Â« promouvoir lâ«Ã©galitÃ©, les droits humains et la dignitÃ© des Palestiniens et des IsraÃ©liens Â» comme base de la politique amÃ©ricaine.

Faisant allusion Ã son opposition Ã la politique dÃ«apartheid actuelles et Ã venir quÃ«IsraÃ«l inflige au peuple palestinien, le projet de loi rejette catÃ©goriquement Â« tout systÃ«me antidÃ©mocratique ou acte dÃ«agression par lequel IsraÃ«l exerce unilatÃ©ralement un pouvoir permanent sur un peuple palestinien privÃ© dÃ«autodÃ©termination et de droits humains Â».

BREAKING: [@BettyMcCollum04](#) just introduced the Israeli Annexation Non-Recognition Act endorsed by 30+ progressive orgs and co-sponsored by [@RepRashida](#) [@RepAOC](#) [@RepPressley](#) [@Ilhan](#) [@repmarkpocan](#) [@RepAndreCarson](#).

Our statement welcoming the bill: <https://t.co/KYUq3FdSUt>
[pic.twitter.com/8KRjrruAON](https://t.co/KYUq3FdSUt)

Ã« Jewish Voice for Peace Action (@JvpAction) [August 14, 2020](#)

Les consÃ©quences pour IsraÃ«l

Aussi importantes que soient ces prises de position rhÃ©toriques, le projet de loi est Ã©galement remarquable pour ses implications, sÃ«il est adoptÃ©.

Il ferait que la Â« politique des Ãtats-Unis ne reconnaisse aucune revendication de souverainetÃ© du gouvernement dÃ«IsraÃ«l sur une partie quelconque de la Cisjordanie occupÃ©e Â».

Il interdirait Ã©galement au gouvernement amÃ©ricain de prendre des mesures ou de fournir Â« toute assistance de maniÃ«re Ã Ã©tendre ou impliquer la reconnaissance par les Ãtats-Unis dÃ«une telle revendication de souverainetÃ© Â».

Non seulement cette interdiction sÃ«appliquerait aux futures annexions israÃ©liennes en Cisjordanie, mais elle semblerait Ã©galement sÃ«appliquer rÃ©troactivement Ã lâ«annexion de facto par IsraÃ«l de JÃ©rusalem-Est Ã« partie de la Cisjordanie selon le droit international Ã« en 1967 et Ã son annexion *de jure* en 1980.

Le projet de loi comprend aussi une longue liste des types de financement amÃ©ricain qui seraient refusÃ©s Ã IsraÃ«l pour le maintien de son annexion de la terre palestinienne, dont Â« le

d'emploi de personnel, la formation, les services, des substances mortelles, des équipements, des installations, la logistique, le transport ou toute autre activité ».

Comme le projet de loi interdit également les financements américains « facilitant ou soutenant l'annexion unilatérale de ce territoire », il pourrait aussi créer un mécanisme permettant de refuser la plupart ou la totalité des financements américains à Israël dans le territoire palestinien occupé.

En effet, il est raisonnable de supposer que toute occupation militaire d'Israël serait destinée à faciliter et à soutenir son annexion de la terre palestinienne.

Enfin, le projet de loi créerait une exigence de certification et de rapport obligeant le Département d'État à fournir au Congrès un rapport annuel détaillé précisant si Israël a violé les restrictions du projet de loi sur le financement américain.

Cela ouvre la voie à la création possible d'un mécanisme permettant de tenir Israël responsable de ces violations.

La normalisation des Émirats Arabes Unis ne change rien

Dans une [déclaration](#) très ferme destinée à être publiée dans le Congressional Record (Procès verbal du Congrès), McCollum a déclaré que l'annexion « alimentera les conflits, l'injustice et un système odieux d'apartheid ».

Yesterday's reports of annexation being "off the table" cannot be taken at face value.

"The Trump administration requested to temporarily suspend the announcement of annexation" — suggesting that, per usual, they are lying and cannot be trusted. <https://t.co/liENkllpBG>

Rep. Betty McCollum (@BettyMcCollum04) [August 14, 2020](#)

McCollum a également rejeté l'importance de [l'annonce](#) faite jeudi, selon laquelle Israël avait accepté de suspendre ses projets d'annexion en échange de la normalisation des relations avec les Émirats Arabes Unis.

L'accord « ne change rien », a-t-elle déclaré.

Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président Donald Trump « n'ont rien retiré de la table », a ajouté Mme McCollum. « Leurs promesses et leurs engagements ne valent rien. Ils ont tous deux prouvé maintes reprises qu'on ne peut pas leur faire confiance ».

We're proud to support this bill from [@BettyMcCollum04](#), a true champion for Palestinian rights in Congress. By introducing [#HR2407](#) and now the Israeli Annexation Non-Recognition Act, Rep. McCollum is clear: U.S. tax dollars cannot be used to commit human rights violations. <https://t.co/5vjIZvlgVJ>

â?? Defense for Children (@DCIPalestine) [August 14, 2020](#)

« Fondé sur les droits humains »

Les initiateurs du projet de loi ont émis une condamnation tout aussi forte.

« Le gouvernement Netanyahu reçoit chaque année 3,8 milliards de dollars de subventions militaires financées par les contribuables américains et, avec le soutien du président destitué, il s'efforce de consolider le système d'apartheid », a déclaré Tlaib.

Ocasio-Cortez a qualifié le projet de loi de « prolongement de nos valeurs, fondées sur les droits humains, le droit international et sur un engagement en faveur de la liberté, de l'égalité et de la justice pour tous les peuples ».

« Nos budgets affichent nos valeurs, et nous devons affirmer de manière définitive et sans équivoque que les dollars de nos contribuables américains ne seront pas utilisés pour soutenir l'annexion unilatérale et l'oppression continue du peuple palestinien », a déclaré Pressley.

Omar a donc l'annexion comme « vol de terres et exercice agressif d'un pouvoir unilatéral ».

Une telle critique directe d'Israël et un tel soutien aux droits des Palestiniens sont encore rares, mais ils sont de plus en plus répandus au Congrès.

Avec les conditions mises par le projet de loi sur le financement américain à Israël, le lancement de cette initiative est historique dans son ton et sa signification.

Les groupes qui soutiennent le projet de loi, tels que American Muslims for Palestine, ont créé des alertes pour que des gens encouragent d'autres représentants à co-parrainer le projet de loi.

Traduction : SF pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée
2020/08/19